

Ce n'est pas seulement par le fond que cette pièce est remarquable et significative: c'est aussi, et davantage peut-être, par les termes. Ceux qui connaissent la valeur des mots anglais et la courtoisie impeccable de la haute diplomatie britannique, ne peuvent manquer de sursauter en entendant le Foreign Secretary qualifier d'*UNTRUE* une affirmation du Président de la République française. Pour que sir Edward Grey, ce parfait gentleman, si froid, si maître de sa parole, se soit laissé aller à donner un tel démenti, en un tel langage, au Président Poincaré, il faut que son irritation, devant l'insistance de la France, ait été bien vive. La raideur du ton est encore accentuée par le contraste avec la cordialité des entretiens de sir Edward Grey et du Prince Lichnowsky, avec l'urbanité parfaite du langage de sir Edward Goschen à Berlin, même une fois la guerre déclarée.

Le surlendemain du jour où cette dépêche fut envoyée, j'étais à Paris; j'entendais les commentaires de toute nature sur l'attitude expectante ou hésitante de l'Angleterre. Je ne crains pas d'affirmer que si les termes de cette dépêche avaient été rendus publics à ce moment, il se serait produit, à Paris et dans toute la France, une explosion de colère telle que l'*entente cordiale* aurait été rompue à demeure. Les haines séculaires contre la "perfide Albion" se seraient réveillées si intenses qu'au risque de subir seul l'agression allemande, le peuple français indigné eut rendu impossible toute entente et toute coopération avec la Grande-Bretagne.

"Heureusement", comme l'écrivait plus tard un collaborateur, très renseigné, du *Correspondant*, "le coup de folie de l'empereur Guillaume violant la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, a simplifié toutes choses en frappant l'Angleterre au vif non seulement de ses intérêts, mais de son honneur." (*)

Le soir du 31 juillet, sir Francis Bertie prévient sir Edward Grey que l'ambassadeur allemand à Paris a notifié au gouvernement français le décret ordonnant la mobilisation générale de l'armée allemande, contre la Russie et contre la France (117).

Le lendemain, 1^{er} août, l'Allemagne mobilise et le dimanche, 2 août, c'est au tour de la France. Le même jour, sir Edward Grey notifie à M. Cambon la décision du cabinet britannique de protéger les côtes de France et ses navires marchands au cas où la flotte allemande sortirait dans la Mer du Nord ou la Manche. "*This assurance, ajoute la note, ... must not be taken as binding His Majesty's Government to take any action until the above contingency of action by the German fleet takes place* (148)."

Ainsi, deux jours après le début *en fait* des hostilités, l'Angleterre n'avait pas encore décidé si elle prendrait une part active à la guerre, comme alliée de la France et de la Russie.

Voyons maintenant où elle en était avec l'Allemagne.

(*) La première partie de cet article du *Correspondant* est reproduite comme appendice III. Des renseignements très sûrs m'autorisent à affirmer que l'auteur est un ancien ministre des Affaires Etrangères, en France.